

## Gazoduc de la Vallée du Rhône Le débat prend fin

**J**udi dernier, se tenait à la salle des fêtes de Montboucher la 9<sup>e</sup> réunion publique concernant le projet Eridan lequel consiste à doter le réseau français d'une nouvelle canalisation de transport de gaz naturel à forte pression dans la Vallée du Rhône, de St Martin de Crau (Bouches du Rhône) à St Avit dans la Drôme. La prochaine réunion étant prévue à Chabeuil le 5 novembre, et la dernière à Caderousse, le lendemain. Après quoi un rapport sera remis au maître d'ouvrage, signala Patrick Legrand président de la commission particulière qui pilote le débat : «Le projet de gazoduc Eridan que GRT gaz souhaite installer sur les 200 km entre St-Avit et St-Martin-de-Crau est soumis à un débat public depuis le mois de juin. Ce débat permet à tous ceux qui le souhaitent d'être informés sur le projet, d'obtenir des réponses à leurs questions et d'exprimer leurs observations, critiques et suggestions. A l'issue, GRT gaz devra rendre public les conditions et les principes de la poursuite du projet Eridan. Si ce projet est maintenu une enquête publique organisée sur un tracé précis qui concernera toutes les communes traversées par le gazoduc».

### 500 milliards d'euros

Rétroprojecteur à l'appui, les intervenants s'attachèrent à expliquer les divers aspects de ce projet, forts de l'expérience des précédents débats qui furent suivis avec attention et bénéficièrent d'une couverture médiatique régionale importante, même si le public doit se contenter de généralités car le

fuseau d'impact du tracé pressenti et établi sur la carte est suffisamment large pour que l'on ne puisse par entrer dans les détails des cas particuliers.

Ainsi avons-nous appris ce soir-là que le projet Eridan proposé au public fait partie du programme d'investissements GRT gaz pour la période 2008-2017. GRT gaz, filiale de GDF Suez étant gestionnaire de la majeure partie du réseau de transport de gaz naturel en France avec 32000 km de réseau et 50 ans d'expérience, et que dans l'hypothèse où la société réaliserait les investissements qu'elle envisage, la France serait en bonne position pour être la plaque tournante du gaz en Europe, laquelle Europe doit réduire sa dépendance en ouvrant de nouvelles voies plus diversifiées.

Pour ce projet de la Vallée du Rhône baptisé Eridan (du nom d'un fleuve de la mythique grecque) l'investissement serait de l'ordre de 500 millions d'euros. Cet ouvrage visant à adapter les infrastructures de transport de gaz au nouveau contexte énergétique qui se dessine sur la façade méditerranéenne. Plusieurs travaux méthaniers doivent être prochainement mis en service sur la zone industrielle portuaire de Fos, un projet de connexion terrestre avec l'Afrique du nord, via l'Espagne se profilant à moyen terme.

### Des inquiétudes

Le premier à prendre la parole fut Bruno Almorice, le maire de Montboucher, qui exprima ses préoccupations par rapport à la sécurité et à l'urbanisme, sans omettre de rappeler

que d'autres réalisations d'infrastructures ont été effectuées sans laisser de bons souvenirs... Il y aurait comme un passif en matière de confiance... Ce serait en grande partie pour cette raison que le débat public a été mis en place par la commission nationale en confiant son organisation à une commission particulière car même si GRT gaz a déjà amorcé de nombreux contacts pour approfondir sa connaissance des territoires, l'ouverture du débat public permet indéniablement d'aborder tous les problèmes...

Georges Semandi, directeur du projet, avoua que la transparence et la concertation sont une vraie préoccupation : «Le transport d'énergie par canalisation est le plus sûr qui soit à condition qu'il soit loin des populations !».

Concernant la suggestion du maire d'utiliser les infrastructures du Rhône et ses canaux, il lui fut répondu que des études étaient engagées, ce qui amena M. Roux (CNR) à évoquer les responsabilités de sa compagnie...

Une intervenante non convaincue du bien fondé des énergies fossiles, demanda s'il ne valait pas mieux privilégier les énergies renouvelables. Réponse de G. Semandi : «Le développement du gaz naturel est un facteur de développement des énergies renouvelables... Nous avons besoin de cet ouvrage pour sécuriser l'approvisionnement !».

La sécurité des fuites fut également évoquée : «Sachez que c'est notre première préoccupation ! D'une manière générale il y a un dispositif pour veiller à ce qu'il n'y en ait pas !».

Jean Peillard, maire de La Laupie, demanda à ce que l'espace naturel, rural, soit tout autant considéré que l'espace urbanisé : «Comment allez-vous traverser les espaces divers où il y a des politiques de reboisement, par exemple, où d'aménagement de rivières ? ». Réponse : «Le transport de l'énergie gaz reste compatible avec l'agriculture ! Il n'y a pas d'effet coupure sur le milieu naturel !».

M. Merle exprima et démontra les raisons de ses préoccupations quant aux diverses infrastructures passant dans sa commune d'Espeluche.

Les retombées économiques d'après chantier furent aussi une préoccu-



Le maire de Montboucher ne veut «ni être sourd, ni aveugle».

paton de l'assistance, notamment du conseiller général André Gilles. Les pertes de revenus, le règlement d'indemnisation des propriétaires, la valeur des terrains, les surcharges... autant de questions en suspens, même si les dirigeants tentèrent de rassurer en affirmant que chaque parcelle serait étu-

diée au coup par coup, qui ne semblèrent pas convaincre tout le monde. Il ne reste plus qu'à attendre la décision de GRT gaz, l'enquête publique serait ouverte en 2011 mais il est évident qu'un si grand projet structurant va impacter des inconvénients...

Christian GROUSSOU



«Nous avons désormais une autre vision de l'aménagement local, dont il faudrait tenir compte !» dit M. Peillard.